



Pourquoi les élu-e-s CGT Finances Publiques de la DISI RAAB n'ont pas siégé au CSAL.

Les élu-e-s du personnel de la DISI RAAB étaient convoqués au CSAL le 23 septembre en 1^{ière} convocation. Dans l'attente de la désignation d'un nouveau gouvernement qui aura forcément des conséquences sur Bercy et la DGFIP, les élu-e-s Solidaires, CGT, F.O et CFDT ont choisi de ne pas siéger.

Les élu-e-s CGT ont remis au DISI la motion suivante :

« Monsieur le Directeur,

Les réussites des mobilisations des 10 et 18 septembre confirment l'exaspération sociale du pays face à la stratégie de passage en force permanent du Président de la République et du patronat. Le choix du Président de la République de nommer un proche à Matignon le confirme : encore une fois, son objectif est de changer de visage pour mieux maintenir sa politique économique. Une chose est sûre, le président de la République fait le choix de continuer une politique qui épargne les plus riches, les actionnaires et les entreprises pour assommer davantage les salariés, les retraités, les précaires, les services publics et leurs agents.

Nous n'acceptons plus d'être culpabilisés par des discours mensongers qui désignent notre système social comme responsable de la dette publique. Rien ne justifie le coup de massue du budget 2026 sur le monde du travail. À la DGFIP, nous savons bien que de l'argent il y en a... dans les poches du patronat, des actionnaires et des gros patrimoines. Ce qui fait cruellement défaut, c'est bien la justice fiscale et la hausse générale des salaires. Nos services sont à l'os et le dépeçage de notre administration se fait au détriment de nos missions, du public et des agents. Trop, c'est trop !

L'intersyndicale réunie le 19 septembre a envoyé un ultimatum au Premier Ministre, elle demande :

- **L'abandon de l'ensemble du projet de budget** et notamment le doublement des franchises médicales, l'année blanche (désindexation des pensions, des prestations sociales, des salaires des agent-es de la fonction publique et du budget des services publics), la suppression de 3000 postes de fonctionnaires et la réforme de l'assurance chômage, ainsi que des projets attaquant le code du travail, et le 1^{er} mai ;
- **La justice fiscale**, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignent le versement des dividendes ;
- **La conditionnalité sociale et environnementale des 211 milliards d'euros d'aides publiques** aux entreprises privées ;
- **Des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics** partout sur le territoire ;
- Une protection sociale de haut niveau et **l'abandon du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans** ;
- **Des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation** de la France, et des mesures contre les licenciements.

La balle est maintenant dans le camp du Premier ministre. Si d'ici au 24 septembre il n'a pas répondu à leurs revendications, les organisations syndicales se retrouveront pour décider très rapidement d'une nouvelle journée de grève et de manifestations.

Par conséquent, les élus CGT Finances Publiques de la DISI RAAB ne siégeront pas au CSAL de ce jour. »

Suite au boycott de la première convocation, les élu-e-s ont été reconvoqués le 30 septembre. Toujours sans gouvernement avec Sébastien Lecornu, notre nouveau Premier Ministre, les premières annonces et entretiens n'augurent qu'une funeste continuité. S'il n'y a "rupture" elle ne sera que dans la forme et non dans le fond. Comme avec Bayrou ou Barnier, le vrai sens de leur politique au profit des plus riches n'a pas changé. Le but est toujours de démanteler l'État social, la sécurité sociale, les services publics. De plus, ses prises de positions passées concernant les minorités sont absolument déplorables. Enfin, s'il est comme il le dit lui même le Premier Ministre le plus faible de la Ve République il demeure toujours issu d'un parti minoritaire et est donc toujours illégitime pour la CGT ! Avec Solidaires, nous avons pris la décision de ne pas nous rendre à cette nouvelle convocation.

Les élu-e-s CGT ont remis au DISI la motion suivante :

Monsieur le Directeur,

Nous n'avons pas siégé mardi 23 sept à la 1ière convocation du CSAL. Nos explications étaient dans la motion que nous vous avons envoyé. Nous écrivions que la balle était maintenant dans le camp du 1er ministre. Le constat aujourd'hui est que le pouvoir en place n'entend rien changer à la politique austéritaire, antisociale et écocide des précédents gouvernements. Grâce à nos grèves et à la pression populaire, le gouvernement a décidé d'abandonner son projet de supprimer deux jours fériés et suspendu les décrets de doublement des franchises médicales.

Mais le compte est loin d'y être avec les coupes sombres pour les services publics, l'aggravation des injustices, la disette pour les salaires, comme le maintien de la contre-réforme des retraites, pour ne citer que quelques exemples. De nombreuses revendications de l'intersyndicale et de la population sont encore à obtenir.

Nous ne siégerons pas à cette 2ième convocation.